



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

21/20/2019

Budget-programmes

Les contrôleurs financiers se familiarisent avec leur nouveau rôle



Budget-programmes

Les contrôleurs financiers se familiarisent avec leur nouveau rôle

À l'initiative du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, s'est ouvert un atelier sur le «*contrôle financier dans la réforme budgétaire*», hier, à Grand-Bassam.

Pendant cinq jours (du 20 au 24 janvier), les contrôleurs financiers vont passer en revue, à Grand-Bassam, tous les textes relatifs à l'accomplissement de leur mission et se les approprier dans le nouveau contexte budgétaire marqué par le basculement du budget de l'État au budget-programmes. Rappelant les enjeux du séminaire, Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, a indiqué que «*tous les acteurs de la gestion budgétaire, notamment les contrôleurs financiers, doivent se familiariser avec leurs nouvelles attributions et nouveaux outils de gestion et prendre la pleine mesure de leur responsabilité et des attentes du pays*».



Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (3e à partir de la gauche), a exhorté les contrôleurs financiers à plus d'effort.

Aussi les a-t-il enjoint de fournir toujours plus d'efforts, au regard des enjeux et des espoirs suscités par la nouvelle réforme de la gestion budgétaire. «*Je vous engage à la qualité de suivi de la per-*

formance des programmes et à une gestion budgétaire toujours plus saine et transparente», a-t-il dit. La Côte d'Ivoire compte 73 contrôleurs financiers. Le gouvernement attend d'eux

«qu'ils appuient les administrations dans la mise en œuvre du contrôle interne; évaluent régulièrement et améliorent le dispositif de contrôle interne; allègent progressivement les diffé-

rents contrôles, au regard de la qualité du contrôle interne; intègrent la dimension performance dans leurs actions; suivent en temps réel et améliorent l'atteinte des résultats des programmes; assurent l'État de la disponibilité, de la qualité et de la conservation de toutes les acquisitions matérielles et immatérielles; garantissent encore plus de transparence dans la gestion budgétaire; luttent contre les déperditions de ressources sous toutes leurs formes et assurent la célérité et la qualité dans la gestion budgétaire», selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa),

le budget-programmes est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Pour l'année 2020, il s'élève à 8061 milliards de FCfa, soit une hausse de 9,9% par rapport au budget voté en 2019. Il a été adopté en plénière, le 29 novembre, à la majorité des membres présents de l'Assemblée nationale et le 16 décembre, par les sénateurs. ■

DAVID YA

27^e Congrès de l'Upu à Abidjan en 2020





LA DIRECTION
DU CONTRÔLE
FINANCIER

AFRIKLAND
Hotel
Grand-Bassam

Appui au développement des entreprises Les sollicitations de la Cci-CI se sont accrues en 2019



Faman Touré, président de la Cci-CI (au pupitre), a félicité ses collaborateurs pour leurs efforts qui permettent de faire rayonner l'institution tant sur le plan national qu'international. (PH: DR)

Faman Touré, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-CI), a exprimé, hier, au siège de l'institution au Plateau, toute sa satisfaction pour la « bonne trajectoire » et le rôle de plus en plus « concret » que l'institution consulaire joue dans la promotion du secteur privé ivoirien. C'était à l'occasion de la présentation des vœux du nouvel an du personnel. « La vision de faire de la Chambre de commerce et d'industrie un acteur majeur de l'émergence et de la promotion du secteur privé a pris forme. En effet,

son positionnement comme interlocuteur privilégié du monde économique et des pouvoirs publics, tant sur le plan national qu'international, se précise au fil des années », a-t-il déclaré. Il a aussi relevé les nombreux partenariats que l'institution a noués en 2019 et qui ont permis d'accroître sa capacité d'intervention dans tous les domaines. « Les relations que la Chambre entretient avec l'Afrique et le reste du monde n'ont cessé de se renforcer et de se diversifier, reflétant ainsi notre choix de promouvoir les entreprises ivoiriennes dans l'écosys-

tème mondial », a-t-il commenté. Précisant que depuis décembre 2016, la Cci-CI occupe le poste de président du conseil d'administration de la Maison d'Afrique à Paris. Quant à l'année écoulée, Faman Touré a fait remarquer que les actions de la Cci-CI visaient essentiellement le positionnement du secteur privé sur la scène internationale. D'où la signature de nombreux partenariats au bénéfice des opérateurs économiques ivoiriens ; l'accompagnement de l'État, notamment dans les missions de promotion à l'étranger,

l'organisation de la semaine africaine de l'innovation et du forum Africalia. « Au cours de l'année 2019, les sollicitations des services de notre institution par les opérateurs économiques se sont accrues, en raison de la qualité et de la diversité de nos offres de services », a-t-il indiqué.

Les bons résultats imposent la progression et donc des efforts plus importants. En la matière, la Cci-CI a de grands défis cette année. « Le premier défi, c'est d'augmenter rapidement nos ressources par la réalisation d'infrastructures, notamment le projet de construction d'un immeuble R+2 à Treichville Belleville et d'un immeuble R+5 à l'Indénié, le projet de création d'un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration qui sera réalisé avec l'appui de la Chambre de Bordeaux et l'ouverture du pôle de développement des entreprises à Bouaké », a annoncé Faman Touré. Soulignant que d'autres projets verront bientôt le jour à San Pedro et Noé, à savoir la construction de ponts-bascules et d'entrepôts.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Le vice-directeur général de l'Upu en visite de travail à Abidjan



Pascal-Thierry Clivaz, vice-directeur général du bureau international de l'Union postale universelle est venu s'assurer que les préparatifs vont bon train. (PH : DR)

L'approche du 27^e Congrès de l'Union postale universelle (Upu) à Abidjan approche à grands pas. Il faut s'assurer d'ores et déjà du parfait déroulement des préparatifs, afin que ce rendez-vous du mois d'août 2020, précisément du 10 au 28, soit un grand succès. C'est l'objectif de la visite de travail de quatre jours sur les bords de la lagune Ébrié qu'effectue le vice-directeur général du bureau international de l'Upu, Pascal-Thierry Clivaz à partir d'aujourd'hui. L'émissaire de l'Upu, à la tête d'une délégation de six hauts cadres de l'institution, aura une séance de travail avec les équipes or-

ganisationnelles du congrès, à savoir le comité scientifique, le secrétariat permanent à l'organisation avec tous ses démembrements. L'idée, c'est de travailler en sorte que les préparatifs avancent dans le bon timing. A son agenda, Pascal-Thierry Clivaz doit rencontrer des personnalités ivoiriennes de haut niveau, notamment le vice-président Daniel Kablan Duncan, président du comité national d'orientation et d'impulsion du congrès d'Abidjan, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo. ■

F. ÉHOUMAN

Regard

New relationship

Avant même l'ouverture du sommet, ils étaient nombreux les observateurs à dire que "Londres prépare l'après Brexit". Mais, hier à l'Intercontinental, lieu où s'est déroulé le premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement, nous avons heureusement vu et entendu autre chose. Que Londres prépare ou pas l'après Brexit, les pays africains, que ce soit ou non la tasse de thé des uns et des autres, viennent de gagner un nouveau partenaire: le Royaume-Uni qui regroupe l'Angleterre, l'Irlande du nord, l'Écosse et le Pays de Galles. Libre donc à tous ceux qui le veulent de penser que le Royaume-Uni prépare l'après Brexit, l'Afrique et lui ont inauguré un "new relationship", c'est-à-dire un nouveau partenariat. Il s'agit de renforcement de liens, d'échanges d'idées, de mutualisation des efforts pour un monde meilleur. Le Royaume-Uni parle de prospérité partagée. Il parle aussi d'aller plus

ÉTIENNE ABOUA

loin dans la coopération. Passer de l'étape de bons amis, d'alliés à une autre qui permet d'entrer dans une nouvelle ère marquée par de nombreux échanges à tous les niveaux. Dans le secteur de l'éducation, qui ne connaît pas le Royaume-Uni pour ses universités prestigieuses : Oxford, Cambridge, université d'Edimbourg, de Manchester et autres? Concernant le financement des projets, le Premier ministre Boris Johnson ouvre tous les robinets aux Africains. Ils peuvent compter sur la solidité des banques anglaises et sur la Bourse de Londres pour la levée des fonds nécessaires à leur développement. Dans cette nouvelle ère de coopération, le Royaume-Uni reverra les procédures d'immigration. Il placera l'homme avant le passeport. L'offre est alléchante, surtout qu'elle se fera dans le respect mutuel. Les dirigeants africains doivent saisir, comme nous le disions hier, cette main tendue pour poursuivre le développement de l'Afrique. Il faut pouvoir tirer le maximum de tout ce frémissement autour de l'Afrique, ce continent en plein essor, cette terre d'avenir. Saluons donc ce new relationship qui permettra de relever les défis dans ce monde semblable à une course d'obstacles.

Coopération

Le Royaume-Uni et l'Afrique ouvrent une nouvelle page de leur relation

Le premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement s'est tenu hier, à Londres, en présence du Chef de l'État, Alassane Ouattara.



De nombreux Chefs d'État et de gouvernement ont effectué le déplacement à Londres. (PHOTO : PRÉSIDENTE)

Cérémonie en deux phases à laquelle a pris part, hier à Londres, le Président Alassane Ouattara. La première phase était celle des allocutions. Celle du Premier ministre britannique, Boris Johnson et celle du Président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi, en sa qualité de président en exercice des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Cette rencontre, a fait savoir le Premier ministre anglais, était attendu depuis, beaucoup de pays africains ayant de l'affection pour le Royaume-Uni. Pour lui, cette perception est bonne, mais il faut aller au-delà. Ne pas seulement voir dans le Royaume-Uni, "ce bon ami, cet allié sûr", mais le voir aussi comme un partenaire avec qui l'on peut "faire beaucoup de choses". Il faut voir, a-t-il ajouté, le "Royaume-Uni comme le partenaire le plus sûr". "Des gens viennent vous voir pour vous faire des offres. Mais le Royaume-Uni est la meilleure alternative si vous êtes ambitieux", a-t-il

dit. Boris Johnson a relevé que son pays dispose d'un système bancaire solide, d'une bourse des marchés puissante sur laquelle l'on peut lever des milliards de capitaux en toutes sortes de devises. Le Premier ministre britannique veut que les relations commerciales, c'est vrai, consistantes (+14% de hausse pour les échanges entre 2018 et 2019, +7% pour les investissements), soient renforcées. Dans le domaine de l'agriculture, des services et tout secteur qui peut permettre d'apporter de la richesse. A l'en croire, l'offre du Royaume-Uni est multiforme. Outre les aspects économiques, il a évoqué la coopération relativement à l'éducation. Il a rappelé que son pays participe à l'éducation de nombreux dirigeants du monde, le nouvel empereur du Japon, Naruhito, par exemple. C'est de notoriété, le Royaume-Uni dispose de grandes universités. On peut citer l'université d'Oxford située dans la ville du même nom, à 90 km au nord-ouest de Londres, dans le comté d'Oxfordshire, dans l'An-

gleterre du Sud-Est, l'une des plus prestigieuses universités sur le plan mondial. Elle est également la plus ancienne université britannique. On peut aussi citer l'université de Cambridge (en anglais University of Cambridge) en Angleterre. Fondée en 1209 et dotée du statut de charte royale par le roi Henri III d'Angleterre en 1231, Cambridge est la deuxième plus ancienne université du monde anglophone. Elle est née d'une association de chercheurs qui ont quitté l'université d'Oxford, après un conflit avec les habitants de la ville. Ces deux institutions partagent de nombreuses caractéristiques et sont souvent appelées conjointement « Oxbridge ». Le Premier ministre anglais a annoncé que les portes de ces prestigieuses universités sont ouvertes à ses partenaires. Les bourses en faveur de l'Afrique seront revues à la hausse pour permettre aux jeunes Africains de mieux se former, afin d'apporter leur pierre à la construction de leur continent. En matière d'éducation, Boris John-

son a tenu à préciser que "le Royaume-Uni est en situation de monopole". Il a aussi évoqué la question de l'immigration, pas pour stigmatiser les Africains, mais pour annoncer que le système sera revu. Ce sera un système plus juste. Dans celui-ci, il compte mettre "les gens avant les passeports". Il s'est aussi prononcé sur la présence d'autres puissances sur le continent africain. En s'appuyant sur un proverbe africain qui dit que "les cinq doigts de la main n'ont pas la même longueur", il a vanté l'expertise britannique. "Tous les pays ne sont pas les mêmes", a-t-il dit. "Nous avons une expertise avérée dans le domaine de l'énergie". Il a assuré que son pays s'engage dans la lutte contre le changement climatique. C'est pourquoi le Royaume-Uni, a-t-il ajouté, ne financera pas des projets énergétiques à base de charbon. Il a annoncé que la prochaine édition de la Cop se tiendra dans son pays. Et a appelé les dirigeants africains à bâtir un partenariat plus fort. Pour lui, l'Afrique est le continent de l'avenir.

La seconde allocution était celle du Président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi. En sa qualité de président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, il a salué la tenue de ce sommet. Il a fait savoir que l'Afrique apprécie l'initiative du Royaume-Uni. Selon lui, c'est un appui qui permettra d'atteindre les objectifs du développement. Il souhaite donc que les échanges s'intensifient. Pour le Président égyptien, l'Afrique et le Royaume-Uni doivent continuer à travailler ensemble pour relever tous les défis. Il a demandé un plus grand soutien au secteur privé, moteur du développement. Pour lui, il faut mettre tout en œuvre en vue de régler le déficit commercial. Cette union doit être, selon lui, celle des échanges des idées. La seconde phase de ce premier sommet était celle des panels. Des Chefs d'État, des présidents d'institution et d'autres experts ont partagé leurs expériences.

ÉTIENNE ABOUA
ENVOYÉ SPÉCIAL À
LONDRES

• Le Chef de l'État partage l'expérience ivoirienne en matière de développement

La seconde phase du premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement était celle des panels. Le Président Alassane Ouattara, qui avait avec lui le Président mozambicain Filipe Jacinto Nyusi et le Premier ministre mauricien Pravind Kumar Jugnauth, a partagé l'expérience ivoirienne en matière de développement. Parlant de sa politique, il a indiqué qu'un accent particulier a été mis sur le secteur privé, moteur de croissance: "Dans le programme d'investissement depuis 2012, nous avons réussi à faire en sorte que 60% des investissements soient faits par le secteur privé. Les investissements directs ont été très importants." Il a fait remarquer à l'auditoire que l'embellie de la Côte d'Ivoire n'était pas donnée: "Nous avons hérité d'un pays qui sortait d'une crise post-électorale qui a fait 3000 morts, avec destruction d'infrastructures, absence d'administration et donc d'une situation économique catastrophique. Nous avons travaillé à remettre les choses sur pied." Il a ajouté qu'avec son équipe, il s'est attelé à améliorer la sécurité.



Le Chef de l'État a animé un panel, avec à ses côtés le Président mozambicain Filipe Jacinto Nyusi (à gauche) et le Premier ministre mauricien Pravind Kumar Jugnauth. (PHOTOS : PRÉSIDENTICE)

"Abidjan a le même indice de sécurité que Londres", a-t-il dit. Il a aussi travaillé à ramener la paix par le processus de réconciliation des Ivoiriens mis sur pied dès 2011, à améliorer le climat des affaires pour permettre l'éclosion du secteur privé. "Je suis heureux de dire que lorsqu'on prend les chiffres de la Banque mondiale, le World doing business, nous

avons près de 50 points d'amélioration. Lorsqu'on prend l'indice Mo Ibrahim, on peut noter que depuis six ans, nous sommes le pays qui a la meilleure performance", a-t-il fait savoir. Il a souligné que la Côte d'Ivoire a fait un bond prodigieux, avec un taux de croissance extraordinaire de 8% par an en moyenne depuis 2012 "Il y a des années où nous avons at-

teint 10%. Certaines, 7%, mais jamais moins", a-t-il relevé. Il a annoncé qu'à la fin de l'année, la Côte d'Ivoire doublera son produit intérieur brut. "Nous aurons augmenté de plus de 50% le revenu par tête d'habitant!", a dit le Chef de l'État. Il ajouté que le taux de pauvreté est en baisse. De 50%, on est descendu aujourd'hui à 35%. Il a révélé, au cours

de ce panel, que la situation de la Côte d'Ivoire est florissante. Le taux d'inflation est de moins de 2%. Le ratio de la dette sur le Pib est de 48%. Un taux intéressant, à l'en croire, par rapport à de nombreux pays dans le monde. Pour le Président Ouattara, la Côte d'Ivoire poursuivra sur cette lancée. Interrogé sur la formation, il a fait savoir qu'en Côte d'Ivoire,

il y a, depuis 2012, l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Avec son équipe, il a développé toute une série de lycées et d'écoles de formation technique, notamment dans les nouvelles technologies, le tourisme. Pour lui l'avenir, c'est une jeunesse bien formée qui refuse de se jeter dans la Méditerranée ou de prendre le chemin du Sahara. Il a aussi fait savoir que son ambition, c'est d'avoir dix universités en Côte d'Ivoire dans les années à venir. Pour lui, pour que tout marche bien, il faut une stratégie de développement, d'attraction des investissements privés et de répartition des ressources dans les meilleurs secteurs. Il a partagé avec l'auditoire l'expérience du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci). Ce fonds permet aussi bien aux femmes du milieu rural qu'urbain d'entreprendre des activités. Alassane Ouattara a appelé les institutions multilatérales et les pays, notamment le Royaume-Uni, à apporter leur soutien à la Côte d'Ivoire pour l'autonomisation des femmes. Pour conclure, il a soutenu que la Côte d'Ivoire est un pays qui a fait des efforts.

ÉTIENNE ABOUA

• Ouattara et Boris Johnson ont échangé hier

Le Chef de l'État Alassane Ouattara et le Premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson ont échangé, hier en marge du sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement. Au cours de cette audience, le Premier ministre britannique a salué et félicité le Chef de l'État pour la croissance de la Côte d'Ivoire, l'une des plus dynamiques du continent africain. Celle-ci, signons-le, est de l'ordre de 8% depuis 2012. Ils ont évoqué les modalités et les secteurs dans lesquels les deux pays pourraient pousser plus loin leur collaboration. Dans cette optique, les deux hommes d'État ont envisagé la signature d'un accord bilatéral pour renforcer leur coopération. Le Président Ouattara et le Premier mi-

nistre britannique ont également abordé la question de la délivrance des visas (Aujourd'hui, lorsque vous devez vous rendre au Royaume-Uni, il faut aller jusqu'au Ghana pour la procédure de demande de visa). Il a été aussi question, lors de leurs échanges, des énergies renouvelables. Le Royaume-Uni est disposé à travailler avec la Côte d'Ivoire sur la question. Les deux pays ont une longue tradition d'amitié. L'agence britannique, la Commonwealth development corporation (Cdc), est présente en Côte d'Ivoire. Elle est même restée au plus fort de la guerre. Elle a investi dans une certaine d'entreprises dans cette partie du continent, dont des groupes hôteliers et des institutions financières.

E. ABOUA



Le Chef de l'État et le Premier ministre britannique ont parlé de coopération bilatérale.

Éducation nationale

Bientôt des logements en location-vente pour enseignants

Un protocole d'accord a été signé hier entre le ministre Bruno Koné en charge de la Construction et sa collègue Kandia Camara de l'Éducation nationale.

Dans quelques mois, une première vague d'enseignants recevra les clés de logements sociaux et économiques dans le cadre d'un programme immobilier de location-vente sans apport initial. Les prélévements débiteront lorsque le bénéficiaire aura intégré son logement. L'initiative a fait l'objet, hier, d'une signature de protocole d'accord au 17^e étage de la Tour A de la Cité administrative au Plateau, entre le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné et sa collègue Kandia Camara en charge de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Dès la phase pilote du programme qui porte sur 60 000 logements, le ministère de la Construction aura à assister la Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique (Mupemenet-Ci) pour l'acquisition du foncier et l'obtention de l'arrêté de construction définitive



Les ministres Bruno Koné et Kandia Camara ont exhorté le personnel de l'Éducation nationale à s'inscrire pour l'atteinte des objectifs du projet. (PH: DR)

(Acq). Mais également pour l'attribution des terrains à la mutuelle, selon la disponibilité, pour ses programmes immobiliers et la réalisation des travaux de voies et ré-

seaux divers (Vrd) primaires. L'assistance du ministère de la Construction consistera aussi à appuyer la mutuelle dans le choix des promoteurs et investisseurs chargés de la réalisation des logements.

« Un vieux rêve qui se réalise »

En attendant l'arrêté interministériel de mise en place du comité de pilotage - annoncé pour fin janvier - Bruno Koné s'est engagé à suivre le projet de bout en bout, afin d'en faire un succès. Il s'est félicité de la sollicitude de son homologue en charge de l'Éducation nationale, d'autant plus que l'initiative s'inscrit dans l'esprit du programme présidentiel de logements sociaux. Surtout qu'elle permettra à l'État de mieux gérer les centaines de milliards de FCfa consacrés au paiement des primes de logement et des baux d'habitation des fonctionnaires. En plus, ce bien immobilier pourra servir éventuellement

de moyen d'obtention de crédit pour les bénéficiaires. À en croire Kandia Camara, ce programme permettra d'éviter que des enseignants se retrouvent à la retraite sans pouvoir léguer un toit à leurs ayant-droits. La ministre de l'Éducation nationale a donc exprimé à son collègue en charge de la Construction la gratitude du personnel de son département pour son implication personnelle dans la réalisation du projet. Parce que « c'est un vieux rêve des enseignants qui se réalise », selon elle. Les deux ministres ont paraphé l'accord, en présence de Brice Kouassi, secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, de Michaël Boko président du Conseil d'administration de la Mupemenet-Ci et des responsables de l'entreprise ivoirienne de logement en location-vente chargée de la réalisation du projet ■

ABOUBAKAR BAMBA

Femmes et développement durable

Les candidates de l'« Africa green lady » présentées

Les candidates de la Nuit du développement durable ou encore « Africa green lady days » sont connues. Un concours de projets sur le développement durable, porté par des femmes, qui vise à faciliter, renforcer la paix sociale entre les peuples et à sensibiliser le grand public aux dangers qui menacent l'environnement. Lors d'un atelier, à la salle de conférences du Port autonome d'Abidjan, le 17 janvier, elles ont été présentées et ont reçu les orientations nécessaires pour la conduite de l'événement prévu dans les semaines à venir. Il s'agit, selon Moni N'Guessan, directeur technique adjoint du Port autonome d'Abidjan, par ailleurs initiateur de la soirée, de quatorze femmes âgées d'au moins 18 ans et évoluant dans divers secteurs d'activité. Sélectionnées par un jury parmi les 26 candidates qui ont postulé,



Dr Gustave Aboua a encouragé les différentes candidates et salué l'initiative de Moni N'Guessan pour un environnement sain. (PH: DR)

ces dames seront confrontées à plusieurs exercices le jour du spectacle. Notamment un mini défilé en tenue traditionnelle, de circonstance et de soirée. Elles

présenteront, tour à tour, leur projet en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique pour leur localité, le pays ou pour l'Afrique. Et donneront leur vision et leur stratégie pour le vulgariser. Après délibération, précise Moni N'Guessan, les trois meilleurs projets seront retenus et leurs conceptrices récompensées. La couronne, l'écharpe et une enveloppe d'un million de FCfa seront remis à l'« Africa green lady ». Les 2^e et 3^e recevront des lots d'accompagnement et une enveloppe respectivement de sept cent mille et cinq cent mille FCfa. Pour l'initiateur, le choix de la femme n'est pas fortuit. Il se justifie, explique-t-il, par le fait qu'elles impactent fortement l'environnement de par leurs activités, notamment la recherche de bois de chauffe et de l'eau pour la cuisine. C'est pourquoi, tout comme l'ancien Premier ministre de la Norvège, Gro Harlem Brundland, qui est

parvenu, avec son projet, « Le rôle clé des femmes comme moteur du progrès et de changements durables », à réussir ce pari dans son pays - avec la gent féminine - Moni N'Guessan croit au changement par la femme. Le directeur général de l'Environnement et du Développement durable, Dr Gustave Aboua, a fait savoir que c'est un projet qui s'inscrit dans la promotion du développement durable et la préservation de l'environnement. Il a donc salué l'initiative qui, si elle est bien suivie, permettra de préserver l'environnement grâce aux projets qui seront retenus et soumis au gouvernement et à des partenaires privés pour financement. « Engageons-nous dans cette belle aventure pour créer les conditions d'un environnement sain pour les générations futures », conseille-t-il ■

HERVÉ ADOU

Budget-programmes

Les contrôleurs financiers se familiarisent avec leur nouveau rôle

À l'initiative du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, s'est ouvert un atelier sur le «contrôle financier dans la réforme budgétaire», hier, à Grand-Bassam.

Pendant cinq jours (du 20 au 24 janvier), les contrôleurs financiers vont passer en revue, à Grand-Bassam, tous les textes relatifs à l'accomplissement de leur mission et se les approprier dans le nouveau contexte budgétaire marqué par le basculement du budget de l'État au budget-programmes. Rappelant les enjeux du séminaire, Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, a indiqué que «tous les acteurs de la gestion budgétaire, notamment les contrôleurs financiers, doivent se familiariser avec leurs nouvelles attributions et nouveaux outils de gestion et prendre la pleine mesure de leur responsabilité et des attentes du pays».



Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (3e à partir de la gauche), a exhorté les contrôleurs financiers à plus d'effort.

Aussi les a-t-il enjoins de fournir toujours plus d'efforts, au regard des enjeux et des espoirs suscités par la nouvelle réforme de la gestion budgétaire. «Je vous engage à la qualité de suivi de la per-

formance des programmes et à une gestion budgétaire toujours plus saine et transparente», a-t-il dit. La Côte d'Ivoire compte 73 contrôleurs financiers. Le gouvernement attend d'eux

«qu'ils appuient les administrations dans la mise en œuvre du contrôle interne; évaluent régulièrement et améliorent le dispositif de contrôle interne; allègent progressivement les diffé-

rents contrôles, au regard de la qualité du contrôle interne; intègrent la dimension performance dans leurs actions; suivent en temps réel et améliorent l'atteinte des résultats des programmes; assurent l'État de la disponibilité, de la qualité et de la conservation de toutes les acquisitions matérielles et immatérielles; garantissent encore plus de transparence dans la gestion budgétaire; luttent contre les déperditions de ressources sous toutes leurs formes et assurent la célérité et la qualité dans la gestion budgétaire», selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa),

le budget-programmes est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Pour l'année 2020, il s'élève à 8061 milliards de FCfa, soit une hausse de 9,9% par rapport au budget voté en 2019. Il a été adopté en plénière, le 29 novembre, selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire nationale et le 16 décembre, par les sénateurs. ■

DAVID YA

27^e Congrès de l'Upu à Abidjan en 2020

Le vice-directeur général de l'Upu en visite de travail à Abidjan



Pascal-Thierry Clivaz, vice-directeur général du bureau international de l'Union postale universelle est venu s'assurer que les préparatifs vont bon train. (PH : DR)

L'échéance du 27^e Congrès de l'Union postale universelle (Upu) à Abidjan approche à grands pas. Il faut s'assurer d'ores et déjà du parfait déroulement des préparatifs, afin que ce rendez-vous du mois d'août 2020, précisément du 10 au 28, soit un grand succès. C'est l'objectif de la visite de travail de quatre jours sur les bords de la lagune Ebrié qu'effectue le vice-directeur général du bureau international de l'Upu, Pascal-Thierry Clivaz, à partir d'aujourd'hui. L'émissaire de l'Upu, à la tête d'une délégation de six hauts cadres de l'institution, aura une séance de travail avec les équipes or-

ganisationnelles du congrès, à savoir le comité scientifique, le secrétariat permanent à l'organisation avec tous ses démembrements. L'idée, c'est de travailler en sorte que les préparatifs avancent dans le bon timing. A son agenda, Pascal-Thierry Clivaz doit rencontrer des personnalités ivoiriennes de haut niveau, notamment le vice-Président Daniel Kablan Duncan, président du comité national d'orientation et d'impulsion du congrès d'Abidjan, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo. ■

F. ÉHOUMAN

FAUSTIN ÉHOUMAN

Appui au développement des entreprises
Les sollicitations de la Cci-Ci se sont accrues en 2019



Faman Touré, président de la Cci-Ci (au pupitre), a félicité ses collaborateurs pour leurs efforts qui permettent de faire rayonner l'institution tant sur le plan national qu'international. (PH: DR)

Faman Touré, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci), a exprimé, hier, au siège de l'institution au Plateau, toute sa satisfaction pour la «bonne trajectoire» et le rôle de plus en plus «concret» que l'institution consulaire joue dans la promotion du secteur privé ivoirien. C'était à l'occasion de la présentation des vœux du nouvel an du personnel. «La vision de faire de la Chambre de commerce et d'industrie un acteur majeur de l'émergence et de la promotion du secteur privé a pris forme. En effet,

son positionnement comme interlocuteur privilégié du monde économique et des pouvoirs publics, tant sur le plan national qu'international, se précise au fil des années», a-t-il déclaré. Il a aussi relevé les nombreux partenariats que l'institution a noués en 2019 et qui ont permis d'accroître sa capacité d'intervention dans tous les domaines. «Les relations que la Chambre entretient avec l'Afrique et le reste du monde n'ont cessé de se renforcer et de se diversifier, reflétant ainsi notre choix de promouvoir les entreprises ivoiriennes dans l'écosys-

tème mondial», a-t-il commenté. Présant que depuis décembre 2016, la Cci-Ci occupe le poste de président du conseil d'administration de la Maison d'Afrique à Paris. Quant à l'année écoulée, Faman Touré a fait remarquer que les actions de la Cci-Ci visaient essentiellement le positionnement du secteur privé sur la scène internationale. D'où la signature de nombreux partenariats au bénéfice des opérateurs économiques ivoiriens; l'accompagnement de l'État, notamment dans les missions de promotion à l'étranger,

l'organisation de la semaine africaine de l'innovation et du forum Africaalia. «Au cours de l'année 2019, les sollicitations des services de notre institution par les opérateurs économiques se sont accrues, en raison de la qualité et de la diversité de nos offres de services», a-t-il indiqué.

Les bons résultats imposent la progression et donc des efforts plus importants. En la matière, la Cci-Ci a de grands défis cette année. «Le premier défi, c'est d'augmenter rapidement nos ressources par la réalisation d'infrastructures, notamment le projet de construction d'un immeuble R+2 à Treichville Belleville et d'un immeuble R+5 à l'Indénié, le projet de création d'un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration qui sera réalisé avec l'appui de la Chambre de Bordeaux et l'ouverture du pôle de développement des entreprises à Bouaké», a annoncé Faman Touré. Soulignant que d'autres projets verront bientôt le jour à San Pedro et Noé, à savoir la construction de ponts-bascules et d'entre-

Jeu de hasard La Lonaci vise 257 milliards de FCfa de chiffre d'affaires en 2020



Dramane Coulibaly, directeur général de la Lonaci.

La Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci) vise en cette année 2020, un chiffre d'affaires de 257 milliards FCfa. Le directeur général, Dramane Coulibaly, a fait cette annonce le 17 janvier dernier, à la Bourse du travail de Treichville, au cours de la convention de rentrée commerciale de ladite entreprise. Laquelle s'inscrit dans le cadre des festivités marquant le 50e anniversaire de la Lonaci. Autour du thème : « Ensemble, relevons les défis de l'innovation et de la

responsabilité sociétale ». A cette occasion, Dramane Coulibaly, a félicité les délégués commerciaux, les vendeurs, les concessionnaires, pour le travail abattu en 2019 qui a permis d'obtenir des résultats positifs. « Votre courage, votre ténacité et votre engagement à nos côtés ont permis à la Lonaci d'atteindre et de dépasser les objectifs fixés en 2019. Je sais que je peux compter sur vous pour les atteindre, voire les dépasser. Merci pour votre mobilisation et votre adhésion à ma vision et ma politique managériale qui a permis tous ces résultats », a affirmé le Dg. Avant de les inviter à ne pas perdre de vue la mission essentielle de l'entreprise citoyenne, à savoir œuvrer au bien-être des populations à travers l'organisation des jeux de hasard. Honoré Tra, président de la mutuelle des concessionnaires de la Lonaci, s'est penché sur la prise en charge sociale et la rémunération des travailleurs. Face à toutes ces doléances, le Directeur général a dit prendre bonne note. ■

ÉMELINE AMANGOUA

Salon international pour valoriser les innovations La filière cosmétique en attraction au mois d'avril

Abidjan accueille, du 17 au 19 avril, au Palais de la culture Bernard Dadié de Treichville, le premier Salon international des innovations dans la filière cosmétique, dénommé Cosmetik'A Expo. L'événement a été officiellement lancé, le 18 janvier, à l'hôtel Azalaï à Marcory, par le commissariat général de l'événement dirigé par Ulrich Kouakou. Ce seront trois jours de visibilité offerts aux 50 exposants annoncés qui en profiteront pour présenter leurs dernières découvertes en termes de produits et services aux 10 000 visiteurs attendus. Des entreprises industrielles, structures de recherche et développement, distributeurs, revendeurs, grossistes, centres de soins, salons de beauté, spa, parfumerie, universitaires et producteurs de ma-

tières premières prendront part au salon. L'industrie cosmétique en Afrique de l'Ouest, à en croire Ulrich Kouakou, c'est plus de 7000 milliards de F Cfa. Mais il n'existait jusque-là aucune plateforme pour permettre aux acteurs de discuter sur des sujets allant dans le sens du développement de la filière. Cosmetik'A Expo qui se veut un rendez-vous annuel, permettra de réunir les acteurs de la filière et les décideurs autour de thématiques diverses et d'actualité ou à venir afin de solidifier les bases de l'industrie cosmétique. Des rencontres B to B et B to G (rencontres entreprises et gouvernements) entre hommes d'affaires, revendeurs, concepteurs de start-up et les institutions publiques sont au menu de la rencontre ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENAISSANCE DES INFRASTRUCTURES DE CÔTE D'IVOIRE-FINANCEMENT ADDITIONNEL (PRICI-FA)



MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER



PRICI
DON 818 4 10900-CI

RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU DE DRAINAGE DU BASSIN VERSANT DE M'POUTO DANS LA COMMUNE DE COCODY (VILLE D'ABIDJAN)

Objet du marché : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU DE DRAINAGE DU BASSIN VERSANT DE M'POUTO DANS LA COMMUNE DE COCODY (VILLE D'ABIDJAN)
Durée du contrat : 12 mois

1. Attributaire :

Nom	GROUPEMENT CENTRO / EL AMEN
Adresse (Représentant Légal)	BP 20744 LOME TEL : (+228) 22 22 56 83
Prix de l'offre (lu publiquement)	3 571 477 925 F CFA HT
Prix de l'offre après évaluation	3 571 477 925 F CFA HT
Prix de l'offre après remise	3 392 904 029 F CFA HT
Prix du contrat	3 392 904 029 F CFA HT

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Nom des soumissionnaires	Adresses	Prix lus publiquement en FCFA HT	Prix évalués de l'offre en FCFA HT	Rang
SCM	Tel : (+225) 22 41 49 25 Cocody II Plateaux - Abidjan 19 BP 1300 Abidjan 19 info@scm-ci.com	3 216 832 300	3 345 201 000	1 ^{er}
Groupement CENTRO SA/EL AMEN	Tel : (+228) 22 22 56 86 Tokoin - Doumassesse BP 20744 Lomé - Togo info@centro-fo.go.com centro.elamen@gmail.com	3 571 477 925	3 571 477 925	2 ^e
SONITRA	Tel : (+225) 20 30 58 58 Route Abobo gare 01 BP 2809 Abidjan 01 sonitra@sonitra-sbici.com dkoltunoff@gmail.com	3 448 611 300	3 427 612 300	3 ^e
CGC-CI	Tel : (+225) 22 54 38 74/07 01 97 84 2 Plateaux - Abidjan Rue K123 SIDECCI - Villa N°5 cgcci.abj@gmail.com	4 184 184 600	4 184 184 600	4 ^e
SGTIS SARL	Tel : (+216) 71 409 780/71 409 878 Avenue Ben Arous Lot 60-Mghira1 2082 Fouchana - Tunisie sgt@hexabyte.tn	4 248 599 300	4 581 736 500	5 ^e
Groupement FRANZETTI/BANIBAH	Tel : (+225) 21 36 22 15/21 36 13 68 Koumassi rue Nicot - Abidjan 01 BP 1724 Abidjan 01 contact@franzetti-ci.com fz.ci@avisio.ci	4 581 736 500	4 581 736 500	6 ^e
ECOBA-CI	Tel : (+225) 67 99 72 90/22 49 49 64 Rivière - Bonoumin (Abidjan) 16 BP 1949 Abidjan 16 info@ecobaci.com	2 872 173 928	11 188 493 300	7 ^e

3. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées et non retenues

Nom des soumissionnaires	Adresses	Motifs du rejet
SCM	Tel : (+225) 22 41 49 25 Cocody II Plateaux - Abidjan 19 BP 1300 Abidjan 19 info@scm-ci.com	- Ne satisfait pas au critère d'expérience spécifique - Ne satisfait pas aux exigences de matériels
SONITRA	Tel : (+225) 20 30 58 58 Route Abobo gare 01 BP 2809 Abidjan 01 sonitra@sonitra-sbici.com dkoltunoff@gmail.com	Montant élevé, offre non analysée
CGC-CI	Tel : (+225) 22 54 38 74/07 01 97 84 2 Plateaux - Abidjan Rue K123 SIDECCI - Villa N°5 cgcci.abj@gmail.com	Montant élevé, offre non analysée
SGTIS SARL	Tel : (+216) 71 409 780/71 409 878 Avenue Ben Arous Lot 60-Mghira1 2082 Fouchana - Tunisie sgt@hexabyte.tn	Montant élevé, offre non analysée
Groupement FRANZETTI/BANIBAH	Tel : (+225) 21 36 22 15/21 36 13 68 Koumassi rue Nicot - Abidjan 01 BP 1724 Abidjan 01 contact@franzetti-ci.com fz.ci@avisio.ci	Montant élevé, offre non analysée
ECOBA-CI	Tel : (+225) 67 99 72 90/224949 64 Rivière - Bonoumin (Abidjan) 16 BP 1949 Abidjan 16 info@ecobaci.com	Montant élevé, offre non analysée

4. Soumissionnaires dont les offres ont été rejetées

A l'issue de l'examen préliminaire, aucune offre n'a été rejetée.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire-Financement Additionnel (PRICI-FA)
 sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
 Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
 Numéro Tél : (225) 22409090/91 - Fax : (225) 22 41 35 59

Projet de villes durables en Afrique Abidjan accueille une importante rencontre en février

L'événement a été lancé hier, au Plateau, par le ministre de la Ville, Albert François Amichia, en présence de l'ambassadeur de France, Gilles Huberson.

Le ministère ivoirien de la Ville organise, les 27 et 28 février prochains, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, les Rencontres d'Abidjan sur les villes durables (Ravd). L'événement s'inscrit dans le cadre des préparatifs du sommet Afrique-France, qui aura lieu en juin 2020 à Bordeaux, et qui a pour thématique centrale « La ville durable ». Hier, au lancement des Ravd, à la Maison de l'entreprise au Plateau, le ministre de la Ville, Albert François Amichia, cheville ouvrière de ces rencontres, a fait savoir que les Ravd ont pour enjeu de définir la ville durable africaine de demain du point de vue des États, des élus locaux et des partenaires au développement. Il s'agira, selon lui, de réfléchir sur les conditions de développement de ces villes durables. D'autant plus que dans de nombreux pays africains, 50 à 60 % des urbains habitent dans des bidonvilles



Le ministre François Amichia (4e à partir de la gauche) a appelé les acteurs africains à s'approprier le concept de ville durable sur le continent. (PH: DR)

et zones d'habitat informelles et vivent majoritairement de l'économie informelle. « Il sera aussi question de voir comment les solutions

institutionnelles, techniques et financières à envisager pour des villes résilientes et durables sur le continent peuvent aider à répondre aux

enjeux du foncier, de la planification urbaine, de l'habitat, de la mobilité, de l'énergie, de l'innovation », a-t-il, par ailleurs, évoqué.

« Nous formons le vœu que ces assises débouchent sur l'adoption d'une déclaration ambitieuse, fédératrice et innovante qui soit portée par

nos chefs d'État à Bordeaux. C'est pourquoi, il nous est apparu impérieux de conjuguer nos efforts pour faire de ces rencontres un projet concerté, partagé et empreint de synergie », a conclu Albert Amichia, qui avait à ses côtés le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné. L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, a souligné que les villes africaines et françaises doivent être socialement inclusives, économiquement productives, résilientes et sobres sur le plan environnemental et climatique en mobilisant tous les acteurs de divers secteurs d'activité. « Le sommet Afrique-France s'attachera, par ailleurs, à faire émerger et partager des solutions concrètes au défi du développement », a relevé le diplomate ■

GERMAIN GABO

Lutte contre l'insécurité

Diomandé Vagondo encourage la police de proximité



Remise symbolique des clés des véhicules de police en présence des autorités politiques et administratives. (PH: DR)

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile a présidé hier à Agboville, chef-lieu de la région de l'Agnéby Tiassa, la cérémonie de remise de matériels roulants aux commissariats de police des villes d'Agboville, de Tiassalé et de Sikensi. Saisissant l'occasion de la cérémonie, le ministre Diomandé Vagondo a rappelé aux forces de sécurité leur rôle primordial

pour la consolidation de la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire, de manière générale. A ceux de l'Agnéby Tiassa, il leur a rappelé que le matériel roulant qu'ils venaient de recevoir devrait logiquement être utilisé pour être présent partout où le service les appelle. Surtout que « nous allons accentuer la police de proximité... », promet le ministre de la sécurité et de la protection

civile. Qui a salué la cohésion entre les populations d'Agboville. Préalable à la paix et au développement régional. Présent à la cérémonie, le donateur des véhicules de police, le ministre Adama Bictogo a réitéré son engagement de doter les villes d'Agboville, de Tiassalé et de Sikensi de trois ambulances. Toutefois, il a souhaité que le ministre Diomandé Vagondo soit l'interprète de la

région auprès du gouvernement pour que le chef-lieu de la région de l'Agnéby Tiassa soit doté « d'un hôpital digne d'Agboville... ». Le président du conseil régional Dimba Pierre a quant à lui souhaité que

le Chef de l'État Alassane Ouattara préside la cérémonie d'inauguration de la voie bitumée qui relie désormais Agboville à Rubino et Cédi. « Une voie souhaitée par les populations depuis 50 ans », a-t-il

justifié son souhait. Avant d'informer le ministre de la mise en place d'un comité pour prévenir toute situation d'insécurité ■

MARC YEVOU
(Info : correspondance particulière)

Des kits alimentaires aux populations



Les fêtes de fin d'année à Cocody ont été marquées par la distribution, par le maire Jean-Marc Yacé, de kits alimentaires offerts par le Chef de l'État Alassane Ouattara. Jeunes, femmes, seniors, Ong, guides reli-

gieux et communautaires, tous ont répondu à l'appel des autorités municipales pour emporter de généreuses provisions. Les guides religieux ont en retour fait des bénédictions à l'endroit du Chef de l'État et du conseil municipal.

Nelly Ouassenan, au nom de l'équipe municipale, a exprimé sa gratitude aux autorités ivoiriennes pour leur solidarité agissante au bénéfice de leurs compatriotes

M.Y.

Autonomisation de la femme

Un centre d'encadrement bientôt créé

Une Ong internationale annonce un salon porté sur le développement.

Le Salon Women Impact Twenty (S.W.I.T) aura lieu du 20 au 21 février prochain sous le thème : « Femmes de vision. Femmes d'action : comment créer un impact dans nos communautés ». Ce rendez-vous est l'initiative de Talents Within, une Ong internationale fondée en 2017 par une Ivoirienne Mme Camille Babin née Apling-Kouassi. Cette structure est basée dans l'Etat de Georgie aux Etats-Unis. Le but final de cet événement est d'ouvrir un centre de formation pour l'encadrement de 140 femmes qui seront sélectionnées sur la légitimité de leurs projets. Cela, afin de leur permettre de s'affirmer et de se prendre en charge mais surtout d'apporter leur contribution au développement de leurs communautés.

Pour mener à bien ce salon, l'Ong Talents Within s'est entourée de partenaires tels que la Cie « qui permet aujourd'hui aux jeunes filles de se lancer dans des filières qui étaient jusque-là réservées



Bintou Konaté-Djéto, porte-parole de l'Ong.

aux hommes ». Mais également le président du Conseil régional du Hambol pour la valorisation des femmes rurales. Ainsi que l'agence Kaizene qui assure des for-

mations sur le leadership et Onu Femmes pour l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes et des filles. L'organisation a déjà initié des activités à Abidjan et aux Etats-Unis, où a eu lieu la 3e édition de sa conférence annuelle dénommée Fearless women (femmes sans peur) en octobre 2019.

Placé sous le patronage de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne désirée Ouloto, ce salon se présente comme une plateforme d'échanges et d'expériences de femmes issues de diverses couches sociales. Ce sera, selon Bintou Konaté-Djéto, porte-parole de l'Ong, une occasion de réunir à la fois jeunes filles, élèves et étudiantes, femmes leaders, chef d'entreprise, représentants de structures locales et internationales, membres influents de la communauté, afin de trouver des solutions pratiques leur permettant d'accéder à l'information, à l'éducation, à des formations spécialisées ; et obtenir un emploi stable ou un accom-

pagnement afin de mettre sur pied des projets de développement communautaire. Différents thèmes seront abordés durant la rencontre : Le parcours d'une femme battante ; comment impacter sans écraser ? L'éducation de la jeune fille, où en sommes-nous ? Pour Mme Konaté-Djéto, ce dernier thème est important car, soutient-elle, « lorsqu'on voit sur les réseaux sociaux toutes les vidéos des jeunes élèves qui paraissent choquantes, mais qui interpellent surtout sur

l'éducation et l'encadrement de nos filles, de nos sœurs... » Il est également prévu des expositions d'articles de femmes rurales. La question de la violence liée au genre ne sera pas omise. Ainsi que le 4e pouvoir, avec le thème : La plume, une arme puissante, comment s'en servir ? Traoré Djak Kady, responsable juridique et contentieux de Talents Within, a participé aux échanges avec les journalistes ■

MARIE-ADÈLE DJIDJÉ

CHERS LECTEURS

« C'EST VOUS QUI LE DITES » est la rubrique qui vous est dédiée. *les lundis, jeudis et samedis.*

Avec vos mots et dans votre style, dites -nous ce qui vous tient à cœur. Vous pouvez grogner, féliciter, proposer, dénoncer...

(Écrivez-nous à la nouvelle adresse suivantes : amedee.assi@tratmat.info)

Communiqué

Investiture du roi du Moronou

Sous le haut patronage et la présidence du Vice-Président de la République SEM. Daniel Kablan Duncan, sous le parrainage du Président du Senat, M. Jeannot Ahoussou Kouadio et en présence du Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, M. Sidiki Diakité,

les populations du Moronou procéderont à l'investiture de leur Roi, le samedi 18 janvier 2020 à 10h00, à Bongouanou.

Chefs de tribus et de villages, élus, cadres, fils et filles du Moronou, venez tous accueillir votre nouveau souverain.

Projet de villes durables en Afrique Abidjan accueille une importante rencontre en février

L'événement a été lancé hier, au Plateau, par le ministre de la Ville, Albert François Amichia, en présence de l'ambassadeur de France, Gilles Huberson.

Le ministère ivoirien de la Ville organise, les 27 et 28 février prochains, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, les Rencontres d'Abidjan sur les villes durables (Ravd). L'événement s'inscrit dans le cadre des préparatifs du sommet Afrique-France, qui aura lieu en juin 2020 à Bordeaux, et qui a pour thématique centrale « La ville durable ». Hier, au lancement des Ravd, à la Maison de l'entreprise au Plateau, le ministre de la Ville, Albert François Amichia, cheville ouvrière de ces rencontres, a fait savoir que les Ravd ont pour enjeu de définir la ville durable africaine de demain du point de vue des États, des élus locaux et des partenaires au développement. Il s'agira, selon lui, de réfléchir sur les conditions de développement de ces villes durables. D'autant plus que dans de nombreux pays africains, 50 à 60 % des urbains habitent dans des bidonvilles



Le ministre François Amichia (4e à partir de la gauche) a appelé les acteurs africains à s'approprier le concept de ville durable sur le continent. (PH: DR)

et zones d'habitat informelles et vivent majoritairement de l'économie informelle. « Il sera aussi question de voir comment les solutions

institutionnelles, techniques et financières à envisager pour des villes résilientes et durables sur le continent peuvent aider à répondre aux

enjeux du foncier, de la planification urbaine, de l'habitat, de la mobilité, de l'énergie, de l'innovation », a-t-il, par ailleurs, évoqué.

« Nous formons le vœu que ces assises débouchent sur l'adoption d'une déclaration ambitieuse, fédératrice et innovante qui soit portée par

nos chefs d'État à Bordeaux. C'est pourquoi, il nous est apparu impérieux de conjuguer nos efforts pour faire de ces rencontres un projet concerté, partagé et empreint de synergie », a conclu Albert Amichia, qui avait à ses côtés le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné. L'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, a souligné que les villes africaines et françaises doivent être socialement inclusives, économiquement productives, résilientes et sobres sur le plan environnemental et climatique en mobilisant tous les acteurs de divers secteurs d'activité. « Le sommet Afrique-France s'attachera, par ailleurs, à faire émerger et partager des solutions concrètes au défi du développement », a relevé le diplomate ■

GERMAIN GABO

Lutte contre l'insécurité

Diomandé Vagondo encourage la police de proximité



Remise symbolique des clés des véhicules de police en présence des autorités politiques et administratives. (PH: DR)

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile a présidé hier à Agboville, chef-lieu de la région de l'Agnéby Tiassa, la cérémonie de remise de matériels roulants aux commissariats de police des villes d'Agboville, de Tiassalé et de Sikensi. Saisissant l'occasion de la cérémonie, le ministre Diomandé Vagondo a rappelé aux forces de sécurité leur rôle primordial

pour la consolidation de la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire, de manière générale. A ceux de l'Agnéby Tiassa, il leur a rappelé que le matériel roulant qu'ils venaient de recevoir devrait logiquement être utilisé pour être présent partout où le service les appelle. Surtout que « nous allons accentuer la police de proximité... », promet le ministre de la sécurité et de la protection

civile. Qui a salué la cohésion entre les populations d'Agboville. Préalable à la paix et au développement régional. Présent à la cérémonie, le donateur des véhicules de police, le ministre Adama Bictogo a réitéré son engagement de doter les villes d'Agboville, de Tiassalé et de Sikensi de trois ambulances. Toutefois, il a souhaité que le ministre Diomandé Vagondo soit l'interprète de la

région auprès du gouvernement pour que le chef-lieu de la région de l'Agnéby Tiassa soit doté « d'un hôpital digne d'Agboville... ». Le président du conseil régional Dimba Pierre a quant à lui souhaité que

le Chef de l'État Alassane Ouattara préside la cérémonie d'inauguration de la voie bitumée qui relie désormais Agboville à Rubino et Cédi. « Une voie souhaitée par les populations depuis 50 ans », a-t-il

justifié son souhait. Avant d'informer le ministre de la mise en place d'un comité pour prévenir toute situation d'insécurité ■

MARC YEVOU
(Info : correspondance particulière)

Des kits alimentaires aux populations



Les fêtes de fin d'année à Cocody ont été marquées par la distribution, par le maire Jean-Marc Yacé, de kits alimentaires offerts par le Chef de l'État Alassane Ouattara. Jeunes, femmes, seniors, Ong, guides reli-

gieux et communautaires, tous ont répondu à l'appel des autorités municipales pour emporter de généreuses provisions. Les guides religieux ont en retour fait des bénédictions à l'endroit du Chef de l'État et du conseil municipal.

Nelly Ouassenan, au nom de l'équipe municipale, a exprimé sa gratitude aux autorités ivoiriennes pour leur solidarité agissante au bénéfice de leurs compatriotes

M.Y.

Autonomisation de la femme

Un centre d'encadrement bientôt créé

Une Ong internationale annonce un salon porté sur le développement.

Le Salon Women Impact Twenty (S.W.I.T) aura lieu du 20 au 21 février prochain sous le thème : « Femmes de vision. Femmes d'action : comment créer un impact dans nos communautés ». Ce rendez-vous est l'initiative de Talents Within, une Ong internationale fondée en 2017 par une Ivoirienne Mme Camille Babin née Apling-Kouassi. Cette structure est basée dans l'Etat de Georgie aux Etats-Unis. Le but final de cet événement est d'ouvrir un centre de formation pour l'encadrement de 140 femmes qui seront sélectionnées sur la légitimité de leurs projets. Cela, afin de leur permettre de s'affirmer et de se prendre en charge mais surtout d'apporter leur contribution au développement de leurs communautés.

Pour mener à bien ce salon, l'Ong Talents Within s'est entourée de partenaires tels que la Cie « qui permet aujourd'hui aux jeunes filles de se lancer dans des filières qui étaient jusque-là réservées



Bintou Konaté-Djétou, porte-parole de l'Ong.

aux hommes ». Mais également le président du Conseil régional du Hambol pour la valorisation des femmes rurales. Ainsi que l'agence Kaizene qui assure des for-

mations sur le leadership et Onu Femmes pour l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes et des filles. L'organisation a déjà initié des activités à Abidjan et aux Etats-Unis, où a eu lieu la 3e édition de sa conférence annuelle dénommée Fearless women (femmes sans peur) en octobre 2019.

Placé sous le patronage de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne désirée Ouloto, ce salon se présente comme une plateforme d'échanges et d'expériences de femmes issues de diverses couches sociales. Ce sera, selon Bintou Konaté-Djétou, porte-parole de l'Ong, une occasion de réunir à la fois jeunes filles, élèves et étudiantes, femmes leaders, chef d'entreprise, représentants de structures locales et internationales, membres influents de la communauté, afin de trouver des solutions pratiques leur permettant d'accéder à l'information, à l'éducation, à des formations spécialisées ; et obtenir un emploi stable ou un accom-

pagnement afin de mettre sur pied des projets de développement communautaire. Différents thèmes seront abordés durant la rencontre : Le parcours d'une femme battante ; comment impacter sans écraser ? L'éducation de la jeune fille, où en sommes-nous ? Pour Mme Konaté-Djétou, ce dernier thème est important car, soutient-elle, « lorsqu'on voit sur les réseaux sociaux toutes les vidéos des jeunes élèves qui paraissent choquantes, mais qui interpellent surtout sur

l'éducation et l'encadrement de nos filles, de nos sœurs... » Il est également prévu des expositions d'articles de femmes rurales. La question de la violence liée au genre ne sera pas omise. Ainsi que le 4e pouvoir, avec le thème : La plume, une arme puissante, comment s'en servir ? Traoré Djak Kady, responsable juridique et contentieux de Talents Within, a participé aux échanges avec les journalistes ■

MARIE-ADÈLE DJIDJÉ

CHERS LECTEURS

« C'EST VOUS QUI LE DITES » est la rubrique qui vous est dédiée. *les lundis, jeudis et samedis.*

Avec vos mots et dans votre style, dites -nous ce qui vous tient à cœur. Vous pouvez grogner, féliciter, proposer, dénoncer...

(Écrivez-nous à la nouvelle adresse suivantes : amedee.assi@tratmat.info)

Communiqué

Investiture du roi du Moronou

Sous le haut patronage et la présidence du Vice-Président de la République SEM. Daniel Kablan Duncan, sous le parrainage du Président du Senat, M. Jeannot Ahoussou Kouadio et en présence du Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, M. Sidiki Diakité,

les populations du Moronou procéderont à l'investiture de leur Roi, le samedi 18 janvier 2020 à 10h00, à Bongouanou.

Chefs de tribus et de villages, élus, cadres, fils et filles du Moronou, venez tous accueillir votre nouveau souverain.